



# Yemaya

BULLETIN DE L'ICSF SUR LES QUESTIONS DE GENRE DANS LA PÊCHE

## Editorial

Nous avons le plaisir de vous faire parvenir ce numéro de *Yemaya* sous une nouvelle forme, conformément à vos souhaits. Il a donc une nouvelle apparence, plus contemporaine, et traite d'un thème particulier concernant la pêche. La maquette a été faite par l'équipe de Design Difference ([www.design-difference.com](http://www.design-difference.com)).

A partir du présent numéro, chaque *Yemaya* sera consacré à un thème spécifique. Mais, comme avant, ce seront les propres mots des femmes qui parlent de leur vie, de leurs luttes, de leurs aspirations. On a ajouté quelques encadrés intéressants pour vous présenter des femmes qui peuvent être source d'inspiration ou des nouvelles importantes. Et il y a également un nouveau personnage qui, au fil du temps, illustrera à sa manière inattendue et humoristique les thèmes que nous traiterons.

Ce remodelage de *Yemaya* coïncide avec le 8 mars, Journée internationale de la Femme, date historique qui symbolise l'unité et la résistance des femmes. Le sujet de ce numéro est donc, tout naturellement, le combat des femmes de la pêche.

La célébration du 8 mars trouverait son origine lointaine dans les manifestations de travailleuses du textile de New York, il y a plus d'un siècle ; mais aujourd'hui l'esprit et le sens de cette journée restent inchangés. Pour les travailleuses de la pêche confrontées, chez elles et en dehors de chez elles, à diverses formes d'injustice, l'appel à se libérer de la faim, de l'indignité et de l'exploitation reste tout à fait d'actualité.

Cent ans de luttes... Pour quels résultats ? Les problèmes des femmes sont certes beaucoup plus clairement perçus ; leur militantisme fait doucement bouger les lignes dans l'arène politique ; dans certains pays, elles parviennent même à devenir des leaders. Malgré tout, on peut dire que les avantages que procure le partage du pouvoir sur le plan politique sont grignotés par l'érosion simultanée de droits sociaux, économiques et humains.

On peut se poser la question : le mot *genre*, qu'on utilise aujourd'hui pour désigner le fondement social de l'oppression des femmes, n'est-il pas en train de devenir de la rhétorique incantatoire ? Les études savantes, les plaidoyers pour la cause parviennent-elles à apporter des changements concrets dans la vie des femmes ? Ou s'agit-il seulement d'ajouter une « pincée de *Genre* » dans les ingrédients et d'agiter un peu le tout, en laissant de côté les relations symbiotiques qui existent entre l'oppression des femmes et d'autres formes d'injustice ?

A l'échelle mondiale, les femmes de la pêche sont assurément confrontées à de multiples situations de crise : l'accaparement du littoral par de grosses entreprises, le retrait de l'Etat de secteurs essentiels, des modes de pêche inéquitables, des règles commerciales et douanières injustes, le déclin alarmant des ressources côtières, atteintes aussi par la pollution. Tout cela affecte la population côtière dans son ensemble, mais l'impact est particulièrement ressenti par les femmes. Pour faire vivre leur famille, les femmes doivent se résoudre à accepter des situations d'exploitation particulièrement pénibles, enchaînées qu'elles sont dans leurs obligations domestiques, et rendues très vulnérables face à des forces fondamentalistes qui les enferment dans des schémas très réactionnaires.

Pour sortir des situations de crise, il faut faire les liaisons indispensables : à quoi bon des actions politiques qui laissent de côté la sphère domestique ou les plaidoyers déconnectés du combat des femmes ? Le combat des femmes de la pêche peut-il être mené à part, en dehors du combat général de tous les autres groupes marginalisés ? En tout cas, comme le prouve l'expérience, il n'existe pas de raccourci sur le chemin de la liberté et du bien-être pour les femmes. Nous aimerions recevoir vos commentaires sur [icsf@icsf.net](mailto:icsf@icsf.net)

Réflexions .....	2
Afrique du Sud .....	3
Pays-Bas .....	5
Profil .....	7
Philippines .....	8
Yemaya .....	10
Livre .....	12



# La lutte des femmes de la pêche : quels résultats ?

Cet article propose une réflexion sur leur combat au cours des quinze dernières années. Il reste beaucoup à faire pour passer de résultats symboliques à des choses bien concrètes

**Nalini Nayak**  
(nalininayak@asianetindia.com),  
membre de Protsahan,  
une Ong basée à  
Trivandrum, Inde,  
membre de l'ICSF

Beaucoup de choses se sont produites depuis le lancement du programme Femmes de la pêche par l'ICSF, il y a de cela quinze ans. Dans plusieurs parties du monde, des femmes de la pêche se sont rencontrées, ont créé des réseaux, sont intervenues dans les organisations de pêcheurs, ont tenté d'élaborer un programme d'action féministe qui à l'avenir contribuerait au développement des pêches. A quels résultats sommes-nous parvenues ? J'hésite à faire des généralisations à l'emporte-pièce, mais de penser tout haut stimulerait peut-être le débat.

Les Femmes de la pêche ont maintenant leur place dans les programmes de conférences, comme



thème à part, séparé des principaux points de l'ordre du jour. En général, et en particulier en Inde, la recherche sur ce sujet consiste essentiellement à collecter des données ventilées selon le sexe. Le cadre conceptuel se limite à la notion de *participation*, de *empowerment*, c'est-à-dire le renforcement des capacités à agir de manière autonome. Le terme *genre* reste dépourvu de connotation politique; c'est une nouvelle variable. Malheureusement on remet rarement en cause le schéma patriarcal, de sorte qu'on ne change finalement rien à la dynamique relationnelle.

Sur le plan international, comme on en sait plus sur les femmes de la pêche, on essaie d'en faire le sujet de nouvelles analyses, de travaux de recherche. C'est sans doute une façon de donner

du pouvoir aux gens, d'inciter les femmes à exprimer leur pensée dans des assemblées plus larges en présence de décideurs. Mais au final ce sont les hommes qui restent maîtres d'éléments qui se confortent : planification, gestion, budgets, pratiques commerciales.

Au sein des organisations de pêcheurs, on a certes noté des évolutions intéressantes. Les femmes ont commencé à s'organiser en tant que femmes de pêcheurs, membres de la communauté, en tant que pêcheuses parfois. Le bulletin *Pêche et Développement* note que, en France, des femmes sont maintenant à la tête de quelques comités locaux des pêches, lesquels sont généralement des structures à prédominance masculine. Dans certains pays, on reconnaît l'apport des femmes à l'équilibre de l'entreprise familiale. Au Chili, une femme qui assistait un pêcheur-plongeur a été élue présidente de la CONAPACH (Confédération nationale des pêcheurs artisans du Chili). Les statuts de structures récentes comme le WFF (Forum mondial des pêcheurs artisans), le WFFP (Forum mondial des populations de pêcheurs) prévoient que les délégations doivent être composées pour moitié de femmes. Dans certains pays asiatiques, les femmes peuvent adhérer directement aux organismes professionnels. En Inde, le NFF (Forum national des pêcheurs) admet maintenant comme membres des fédérations de groupements de femmes. Ceci dit, c'est toujours aux femmes d'élaborer leur propre stratégie pour influencer les grands programmes d'action.

C'est en s'organisant que les femmes de la pêche ont pu progresser. En Espagne, les ramasseuses de moules sont parvenues à obtenir un accès officiel aux ressources de l'estran et un soutien à leur activité. En plusieurs endroits du monde, les femmes se sont battues pour avoir une place dans les marchés, pour avoir accès au crédit, pour avoir le droit d'utiliser des transports publics, pour être reconnues comme travailleuses à part entière par les organismes de sécurité sociale...

Les efforts déployés aux Philippines par le CBCRM-RC (Centre de ressources pour une gestion communautaire des ressources côtières) ont permis de faire entrer les femmes dans la gestion des pêches, parfois comme présidentes de comités de gestion mais le plus souvent dans des missions bénévoles de surveillance, une tâche qui normalement devrait être assurée par l'Etat. Sous couvert de décentralisation, l'Etat continue d'échapper à ses responsabilités et de transférer le poids des choses aux communautés locales.

Dans les organisations de pêcheurs, il y a des hommes réceptifs à ces questions et qui essaient d'élaborer un mode de gestion non patriarcal,

mais ils se heurtent à un mur à cause du contexte qui prévaut généralement dans le secteur de la pêche, où l'on se préoccupe essentiellement du poisson sans s'attarder sur le devenir ou la survie même des communautés. Cela apparaît de façon particulièrement évidente dans une étude que nous avons entreprise à propos de l'impact du développement sur les populations côtières et leur environnement en Inde.

Au cours des années 1980 et 1990, alors que le secteur de la pêche était en plein boom, on n'a guère constaté d'amélioration dans la situation des femmes au sein des communautés. La mortalité féminine restait élevée, les enfants d'âge scolaire n'allaient pas à l'école, le sexe ratio était de plus en plus défavorable aux filles tandis que les demandes de dot pour le mariage d'une fille s'envolaient. Et en matière d'assainissement et d'adduction d'eau, la situation restait bien mauvaise, ce qui ne facilitait évidemment pas la tâche des femmes. Dans le même temps, les coûts d'investissement étaient en augmentation tandis que les rendements par unité d'effort chutaient. Les projets de développement mis en œuvre, qui ne prenaient guère en compte la problématique des femmes, ruinaient les pêcheries à cause de fortes subventions publiques. Et comme de plus en plus de poisson prenait le chemin de l'étranger, il devenait difficile de trouver sur place du poisson pour se nourrir et pour vendre, c'est-à-dire pour vivre et survivre. Ainsi, le gagne-pain des femmes était-il constamment menacé.

La Convention de l'OIT sur le travail dans la pêche (2007) est également très décevante car les gens qui travaillent à terre (la plupart sont des femmes) ont été totalement ignorés au stade de la conceptualisation de ce document et donc dans les dispositions finales. Pourquoi les organisations de pêcheurs qui ont assisté aux discussions tripartites n'ont-elles pas réclamé l'intégration des femmes parmi les travailleurs de la pêche alors qu'elles sont massivement présentes dans le secteur artisanal ?

Donc, au cours de la dernière décennie, bien que la notion de *genre* et les problèmes des femmes aient obtenu une meilleure visibilité, cela s'est fait de façon apolitique sans réelle concrétisation.

Globalement, le développement de la pêche se fait contre la vie et contre les moyens d'existence. Comme la demande de poisson continue à augmenter, l'aquaculture est vivement encouragée. Par rapport aux cultures marines et en milieu saumâtre, les communautés réagissent et protestent contre la pollution de leurs ressources aquatiques et la destruction de leur espace littoral. A la base de l'exploitation forcée des ressources, il y a la demande sans limite des consommateurs pour des produits de la mer. La nature complexe de la lutte des femmes va au-delà du cadre des diverses pêcheries et des communautés locales. Elle soulève des interrogations urgentes sur les modes de vie actuels à l'échelle mondiale et sur une situation de plus en plus marquée par des inégalités sociales. Tout cela semble compliqué et la lutte paraît sans fin. Ce n'est pas une raison pour baisser les bras. ❏

**“Donc, au cours de la dernière décennie, bien que la notion de *genre* et les problèmes des femmes aient obtenu une meilleure visibilité, cela s'est fait de façon apolitique sans réelle concrétisation.”**

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

## Le poids des femmes en réseau

### En lutte pour leurs droits dans les petites pêcheries traditionnelles

**Jackie Sunde** (jackie@masifundise.org.za), coordinatrice pour la recherche et les plaidoyers, et **Rose Telela** (rose@masifundise.org.za), coordinatrice pour l'information et la documentation au Masifundise Development Trust, Le Cap, Afrique du Sud

Au bout de dix années de luttes, les communautés de pêcheurs traditionnels d'Afrique du Sud sont sur le point de récupérer leurs droits de pêche historiques. En 2007, le Ministre des affaires environnementales a signé un accord par lequel le gouvernement s'engage à élaborer une nouvelle politique qui reconnaîtra les droits des petits pêcheurs traditionnels. Cette victoire était l'aboutissement d'années de mobilisation, de militantisme contre une politique néolibérale fondée sur la privatisation des droits de pêche et les prérogatives du gros secteur industriel. Après ce succès, les leaders (hommes et femmes) des communautés de la côte se sont réunis pour discuter du contenu d'une politique répondant à leur attente et des manières de participer à son élaboration. Les principaux thèmes abordés ont été les suivants : droits communautaires fondés sur les droits humains, égalité, durabilité, participation, cogestion. Les problèmes de l'égalité hommes-femmes, les droits des femmes, le rôle à venir des

femmes dans la petite pêche traditionnelle ont été au centre des discussions.

Pourquoi se pose-t-on maintenant des questions sur les droits des femmes et sur l'importance réelle de leur apport ? Dans les communautés de pêcheurs traditionnels des côtes sud-africaines, les femmes ont toujours joué un rôle essentiel pour nourrir la famille et récolter des produits de la mer, avec cependant des différences considérables d'une région à l'autre ? Sur la côte est, il est avéré qu'elles prélèvent des ressources intertidales depuis l'Âge de pierre. Dans ce secteur, ce sont les femmes et les jeunes filles surtout qui ont la responsabilité de trouver les protéines indispensables à la famille. A l'ouest et au nord du pays, les femmes étaient habituellement actives dans des opérations avant et après capture. Beaucoup travaillent aussi maintenant comme saisonnières dans des usines. L'intégration de l'Afrique du Sud aux marchés mondiaux a entraîné une réduction des emplois dans ces régions du fait que la plus grosse partie du poisson et d'autres produits de la mer est désormais traitée à bord ou expédiée vivante vers les marchés du Nord.





**“Elles veulent une nouvelle politique, avec une approche intégrée de la question des moyens d’existence, des mécanismes leur permettant de saisir diverses opportunités génératrices de revenus.”**

Durant les processus de mobilisation et de combat, les femmes ont été au premier rang des actions en cours. Dans une région, elles ont constitué un Réseau des femmes pour sensibiliser les gens aux droits des femmes et poursuivre la lutte pour des droits de pêche. Des femmes ont aussi occupé des postes de responsabilité à Coastal Links, le réseau communautaire des organisations de populations de pêcheurs, et elles ont placé ces droits au cœur de la lutte. Cette évolution n’a pas été sans difficultés.

Bon nombre de collègues hommes se demandent maintenant si les femmes devraient avoir des « droits égaux » dans la nouvelle politique des pêches. Cela peut donner lieu à de vifs débats où transparaissent des stéréotypes extrêmement négatifs, d’esprit patriarcal et sexiste sur les femmes, leur rôle et leurs capacités.

Lors d’une réunion communautaire l’an dernier, un homme a déclaré que sa femme ne pourrait pas aller en mer « car c’est la mère de mes

enfants ». Un autre a dit que la menstruation des femmes peut « apporter la poisse en mer ». Et on ne s’accorde pas non plus sur le contenu du mot Egalité. Des femmes veulent aller en mer et faire le même travail que les hommes (et donc peut-être voler leur travail !). Ou veulent-elles seulement une part équitable des profits de la pêche pour gagner aussi leur vie ?

Une bonne partie du problème vient de la tension créée dans le passé lorsque l’Administration a attribué les droits de pêche. Ces droits ont été répartis dans le cadre d’un système de quotas individuels et privatisés. Ils accordaient des avantages limités et ont profité à un petit nombre de pêcheurs seulement. L’introduction du principe d’égalité hommes-femmes dans ce contexte restreint signifiait le transfert d’un pourcentage de quotas des pêcheurs traditionnels en faveur de nouveaux opérateurs, des femmes. Il y a beaucoup d’hommes qui ont perdu leur emploi, il y en a maintenant qui travaillent pour des détentrices de quotas. Ces changements dans les rapports de pouvoir ont donné lieu à de très fortes tensions et à bien des désagréments. Les hommes considéraient l’égalité des droits (pour les femmes) comme une véritable dénégation de leurs propres droits.

Les femmes réclament maintenant vigoureusement le droit de choisir leur niveau d’implication. Cela ne veut pas dire nécessairement qu’elles souhaitent toutes aller en mer. Elles veulent une nouvelle politique, avec une approche intégrée de la question des moyens d’existence, des mécanismes leur permettant de saisir diverses opportunités génératrices de revenus, permettant une véritable participation communautaire et un maximum de retombées pour l’ensemble de la population. Les femmes réclament une politique qui reconnaisse non seulement les droits des pêcheurs mais également leur lien intrinsèque avec les droits humains. La mise en place d’une telle politique sera probablement bien difficile du fait de la prévalence si ancienne des préjugés

## Bibliographie Femmes de la pêche

Le Collectif international d’appui aux travailleurs de la pêche (ICSF) a constitué une bibliographie en ligne portant sur la problématique des femmes de la pêche.

Elle est librement et gratuitement accessible sur <http://www.icsf.net/SU/bib/WIF> et on peut y effectuer une recherche par thème, région, mots-clés, auteur, titre.

Elle a été conçue essentiellement pour servir aux personnes qui travaillent dans ce domaine. Elle contient des articles, des rapports et des documents divers répartis sous huit thèmes :

- 1) le rôle des femmes dans la pêche,
- 2) le rôle des femmes dans l’aquaculture,
- 3) la situation des femmes,
- 4) reconnaissance et politiques,
- 5) initiatives de développement,
- 6) mondialisation,
- 7) luttes et mouvements,
- 8) les femmes et la gestion des ressources.

Le visiteur peut télécharger cette bibliographie en son entier ou seulement les documents sélectionnés, et faire connaître ses points de vue et commentaires sur le site, ce qui permettra d’en améliorer le contenu.

**Quoi de neuf sur le web ?**



de genre, et du fait que les sociétés commerciales considèrent toute tentative d'instaurer un contrôle communautaire sur les ressources proches du littoral comme une menace pour leurs intérêts. Afin de construire des alliances entre femmes de différentes régions et permettre à des responsables femmes de prendre part à des débats politiques et sociaux sur ces questions, des représentantes de communautés de pêcheurs vont se réunir le 10

mars 2008. Dans le cadre d'un Atelier national pour les petits pêcheurs, elles parleront d'affaires les concernant entre elles et aussi avec leurs collègues hommes. On espère que cela contribuera à faire progresser l'idée d'une politique participative, durable et équitable pour les deux sexes dans le secteur de la pêche commerciale en Afrique du Sud. ❖

EUROPE

PAYS-BAS

## VinVis : Réseau des femmes de la pêche

**Cet article raconte les origines et la signification de VinVis, le réseau des femmes de la pêche aux Pays-Bas. Il décrit ses résultats et les défis qui se posent pour l'avenir**

**Cornelie Quist**

(cornelie.quist@gmail.com), sympathisante de VinVis, membre de l'ICSF

**V**inVis, réseau de femmes de la pêche aux Pays-Bas, est une structure autonome de femmes. Il regroupe des épouses de pêcheurs vivant dans des communautés traditionnelles et qui ont le souci d'assurer un avenir durable pour les pêcheries et les communautés. Elles pensent aussi que le rôle des femmes dans la filière pêche doit être reconnu à sa juste valeur et pleinement validé.

L'origine de Vinvis remonte à un symposium tenu en avril 2000 et qui avait pour thème les besoins et les aspirations des femmes de pêcheurs du pays. A cette occasion a été présenté un travail de recherche innovant sur les femmes de pêcheurs, réalisé à la demande de l'Administration des pêches.

Cette étude fait apparaître que, en plus des travaux domestiques et des soins à apporter aux enfants, les femmes de patrons-pêcheurs prennent largement part à des activités liées à l'entreprise familiale. Ces choses n'apparaissent pas dans les comptes. Pourtant, bien qu'invisible officiellement, la valeur de cet apport peut être estimée à un million d'euros chaque année. La majorité des femmes participent aussi bénévolement à diverses activités au sein de la communauté. Mais l'étude note que, même si la plupart s'intéressent aux politiques de la pêche, très peu participent en fait aux réunions des organisations professionnelles.

Lors du symposium, où il y avait un bon nombre de femmes de pêcheurs, les raisons de cette faible participation aux activités des organismes professionnels ont été analysées. Pourquoi les femmes de pêcheurs ne suivent-elles pas l'exemple des femmes d'agriculteurs pour constituer leurs propres structures ? Les jeunes femmes acceptent moins que leurs aînées les conditions actuelles. Vers la fin du symposium en effet, un groupe de femmes, la plupart terminant la vingtaine, décident de lancer un réseau informel pour explorer les possibilités de dégager un nouvel

espace d'expression quant au rôle des femmes dans les communautés de pêcheurs. Le 22 juin 2000, elles se sont réunies une autre fois à la criée de Urk. Cette localité est un important centre de pêche. C'est ainsi qu'est né VinVis. Les problèmes qui assaillaient alors le secteur de la pêche aux Pays-Bas ont facilité le lancement de ce réseau et lui ont donné en quelque sorte une mission à accomplir. En 2001, c'était la crise de la morue, faisant suite à la décision de l'UE d'interdire la pêche dans certains secteurs de la mer du Nord afin de freiner l'amenuisement des stocks. En 2003, c'était la crise de la crevette qui survenait après que les autorités anti-cartels du pays eurent mis fin à l'encadrement de la production.

Pour citer la femme d'un propriétaire de crevettier : « Tandis que nous étions occupées à terre en train de militer, nos maris étaient en pêche. Il le fallait bien, pour rembourser les gros emprunts. Les cours s'effondraient et la durée des marées s'allongeait. Il n'y avait plus de vie de famille... Nos maris étaient remplis d'une énergie négative et notre communauté commençait à se déliter... Tout le monde dans le village et dans la région a, d'une façon ou d'une autre, une forme de relation avec la pêche et la mer. C'est pourquoi je pense que l'unité reviendra pour préserver l'avenir de nos enfants et de notre communauté... Mon objectif premier est de ramener l'unité parmi les crevettiers et de trouver des appuis pour notre cause. J'aimerais aussi retrouver une vie de famille. Je me sens confortée par VinVis, notre réseau ».

Les membres de VinVis ont alors commencé à s'impliquer dans les organisations locales de pêcheurs. Elles ont aussi lancé des initiatives innovantes au niveau local, par exemple un marché au poisson frais à Wieringen. Leurs efforts ont permis d'améliorer progressivement l'image de marque de la communauté.

Au début, l'attitude des hommes par rapport à cette démarche était quelque peu ambiguë. Les femmes ont vite réalisé qu'elles devaient acquérir une réelle expertise commerciale car la moindre erreur leur serait reprochée. Elles se sont préparées pour pouvoir participer sérieusement aux débats. Se soutenant mutuellement, elles se sentaient moins



bloquées, même quand on abordait des points controversés : pratiques de pêche non durables, problèmes d'équipages, divisions internes ... Au fil du temps, la participation des femmes a été bien acceptée et appréciée. Cependant, les hommes ont toujours du mal à voir des femmes dans un rôle de leader. A ce jour, une seule femme du réseau VinVis est parvenue à se faire élire au bureau d'un comité local.

Vinvis a commencé à participer de façon active à divers débats publics. Les femmes ont étudié d'importants documents, par exemple le Livre vert sur l'avenir de la Politique commune de la pêche (2001-2002), et elles ont mis en forme leur opinion sur le sujet. Elles ont rencontré des représentants des ministères, des spécialistes d'instituts de pêche, des représentants des milieux professionnels, des militants écologistes et autres parties intéressées par les ressources côtières. A chaque réunion, VinVis soulignait l'importance du bien-être familial et au sein de la communauté ; et les femmes faisaient souvent part de leur vécu dans un journal sur la pêche très lu, *Visserij Nieuws*.

VinVis, qui n'était pas une structure représentative officiellement reconnue, a cependant été acceptée par le Ministère des pêches et a été invitée à des consultations dans le cadre du Plan national stratégique et opérationnel des Pays-Bas pour le Fonds européen pour la pêche. Mais, même si VinVis a présenté un document de positionnement et est intervenue dans la série de consultations, les décideurs ont omis d'intégrer de manière adéquate le point de vue des femmes de la pêche.

En janvier 2003, une conférence de l'UE sur le rôle des femmes de la pêche a donné une réelle impulsion au réseau, ce qui a aidé VinVis à établir des relations avec d'autres structures de femmes de la pêche en Europe. Entre 2003 et 2005, VinVis s'impliqua dans une recherche participative du

réseau thématique FEMMES, dont le but est de promouvoir le rôle des femmes dans la pêche et l'aquaculture et d'établir des liens avec les autres associations de femmes de la pêche en Europe. En 2006, VinVis est l'un des membres fondateurs de AKTEA (Réseau des femmes de la pêche et de l'aquaculture en Europe), et une personne de VinVis est élue vice-présidente d'AKTEA. Cette familiarisation élargie avec les problèmes des populations de pêcheurs à travers l'Europe et la possibilité d'échanges d'expériences et de stratégies avec d'autres associations de femmes a été une source d'inspiration très précieuse.

Vinvis a commencé comme un réseau informel et ouvert. Au cours des premières années en particulier, les femmes s'engageaient puis partaient sans cesse, ce qui ne facilitait pas l'élaboration d'un programme collectif sur le long terme. Les femmes du réseau provenaient de divers horizons, de diverses communautés, avec des intérêts différents. Certaines appartenaient à une famille d'armateur, d'autres à une famille de simples matelots, parfois à des associations rivales. Elles s'attiraient des réactions acerbes et paternalistes dans leur milieu. Elles étaient fréquemment prises dans des conflits entre une vision traditionnelle et des aspirations modernes. Il y avait aussi le problème du manque de capacités organisationnelles, d'un manque de temps, de budget, de garderies...

Mais cette nature informelle et ouverte avait aussi de nombreux avantages. Les femmes pouvaient décider par elles-mêmes, partager leurs expériences, leurs connaissances, respecter les différences, offrir conseils et appui. Ce processus a été facilité par l'usage du courrier électronique, même si les rencontres face à face gardent toute leur importance. Le réseau a aussi fait une place à l'auteur de ces lignes en tant que facilitatrice et conseillère. En 2004, le réseau VinVis se retrouvait avec un noyau stable d'une dizaine de femmes qui poursuivaient la mission avec grand enthousiasme, en faisant souvent usage de leurs ressources personnelles.

Les activités de VinVis ne sont pas passées inaperçues dans l'Administration des pêches et dans les groupements professionnels. Cela a fait qu'on semble désormais mieux prendre conscience de l'apport potentiel des femmes, particulièrement en matière de qualité de la vie dans les communautés. Mais ce thème et le statut des femmes n'ont pas pour autant reçu une attention prioritaire, et ces aspects ne transparaissent ni dans les programmes d'action des organisations de pêcheurs ni dans la politique des pêches.

Du fait de l'absence d'appui suffisant de la part du gouvernement et des organismes professionnels, le réseau n'a pas pu s'étendre davantage. La seule aide reçue a été une subvention unique de 1 000 euros venant de l'Association des pêcheurs néerlandais (Nederlandse Vissersbond). Pourtant

**“VinVis a fait entrer une démarche communautaire dans le débat sur les pêches et a soulevé des aspects importants concernant la qualité de la vie dans cette population. Il faut déplorer, au bout du compte, que l'avenir du réseau soit en jeu faute d'appuis suffisants.”**

les maris des femmes de VinVis participent à diverses organisations de pêcheurs. Comme aucune autre structure n'a suivi son exemple, et bien qu'intéressée par l'action de VinVis, cette association a omis de poursuivre son aide financière.

L'une des militantes du noyau central de VinVis déclare : « Les femmes qui font partie de notre réseau maintenant estiment qu'elles peuvent participer seulement avec l'appui de leurs maris. Même si notre action est bien appréciée par les organisations de pêcheurs et certains de leurs responsables, les femmes de VinVis restent

confrontées à des attitudes paternalistes. Aux Pays-Bas, les communautés de pêcheurs sont encore très conservatrices dans leurs façons de concevoir le rôle et la place des femmes. Il en résulte que les femmes hésitent à rejoindre notre réseau tout en approuvant nos objectifs ».

VinVis a fait entrer une démarche communautaire dans le débat sur les pêches et a soulevé des aspects importants concernant la qualité de la vie dans cette population. Il faut déplorer, au bout du compte, que l'avenir du réseau soit en jeu faute d'appuis suffisants. ❖

Le 27 novembre 2007 restera dans l'histoire : pour la première fois, la CONAPACH (Confédération nationale des pêcheurs chiliens) élit à sa tête une femme. Cette organisation rassemble 60 000 pêcheurs artisans, c'est-à-dire un milieu où prédominent les hommes, bien connu pour son *machismo*.

Zoila Bustamente, la nouvelle présidente, est originaire de la Région de Los Lagos, au sud du Chili. Fille d'un pêcheur-plongeur, elle n'est pas étrangère à ce monde. Âgée maintenant de 40 ans, elle travaille depuis douze ans comme aide avec un plongeur et comme représentante syndicale locale (à El Futuro) dans la *caleta* d'Estaquilla.

« Cela ne me dérange pas de travailler dans un milieu essentiellement masculin. Enfants,

*loco* (ormeau chilien) et d'autres coquillages à bord de la *Marbella*, le bateau avec moteur hors-bord sur lequel elle fait donc office d'assistante pour un pêcheur-plongeur. « Si ça donne bien, on peut être de retour vers 14 h, sinon il fait déjà presque nuit quand on arrive. »

Maintenant qu'elle est présidente de la CONAPACH, elle devra se rendre constamment à Valparaíso où se trouve le siège de la Confédération, et laisser son mari (plongeur lui aussi), sa fille de 16 ans et son père qui a été amputé d'une jambe il y a deux ans.

Les événements tristes et parfois tragiques ne manquent pas dans la vie des pêcheurs éparpillés sur les longues côtes du Chili. Zoila aussi a eu sa part de difficultés. Elle a perdu plusieurs collègues de travail et a une fois échappé de justesse à la mort quand son bateau s'est retourné devant Valdivia. « On cherchait des *machas* (couteaux). A cause d'une fausse manœuvre, le bateau, qui était bien chargé, s'est retourné. On était sous la surface et c'est grâce à mon père qu'on est encore en vie ».

La présidence de Zoila reflète bien le mouvement actuel des femmes vers des postes de responsabilité qui est perceptible à travers toute l'Amérique latine. Dans cette partie du monde en voie de modernisation rapide, il y a plus de filles que de garçons à l'école, plus de femmes que d'hommes à voter. Ici on estime que les femmes ayant des postes élevés sont souvent moins corrompues, plus soucieuses de bien remplir leur mission, plus faciles à aborder. Et elles occupent les nouveaux espaces qui s'ouvrent pour elles.

De toute évidence, l'élection de Zoila à la présidence de la CONAPACH traduit une réelle évolution des esprits dans la pêche artisanale chilienne, un monde traditionnellement masculin. Cet exemple peut inspirer, encourager ailleurs aussi d'autres femmes à agir. ❖

## PROFIL

# Rencontre avec Zoila Bustamente

Une date historique à la CONAPACH qui porte une femme à sa présidence

Article écrit, à partir de plusieurs sources, par **Brian O'Riordan**, Secrétaire du Bureau de l'ICSF à Bruxelles

nous donnions déjà un coup de main. Comme dans toutes les occupations, il y a des bons jours et des mauvais jours ». Zoila précise qu'elle n'a pas d'appartenance politique : « Je fais allégeance seulement à la pêche artisanale. C'est très surprenant de se retrouver Présidente de la CONAPACH, et c'est aussi beaucoup de travail. Le chalutage et la pollution provoquée par les grosses entreprises internationales sont parmi nos principales préoccupations. »

Zoila continue son travail habituel. Chaque matin, elle quitte sa *caleta* pour aller chercher le



# Femmes de la pêche : problèmes et luttes

Cet article décrit les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes de la pêche artisanale aux Philippines et leur combat sur les questions de genre

**Maria Divina Munoz**  
(gonzalesiza@yahoo.com), membre du Mouvement des femmes de la pêche, Philippines

**A**ux Philippines, le secteur des pêches comprend quatre catégories : la pêche municipale, la pêche (de capture) commerciale, l'aquaculture, la transformation. C'est dans la pêche municipale qu'on trouve le plus grand nombre d'hommes et de femmes qui vivent de la pêche.

La pêche municipale c'est une pêche côtière qui se pratique avec un équipement traditionnel simple, principalement pour assurer la subsistance de la famille. C'est donc un secteur artisanal, auquel il faut joindre les travailleurs de l'aquaculture et les petits éleveurs de poissons.



Les femmes des communautés côtières des Philippines participent aux opérations de capture et aussi aux opérations pré et post capture. Il est donc juste de les considérer comme pêcheurs artisans. La plupart des femmes aident leurs maris pêcheurs à préparer ou réparer les engins de capture. Les prises une fois débarquées, ces femmes vendent habituellement la production sur les marchés locaux, procèdent au séchage ou au fumage de ce qui n'est pas vendu. Certaines femmes pratiquent aussi à petite échelle la culture d'algues, d'huîtres. Si la majorité des femmes ne prélèvent pas le poisson à proprement parler, dans certaines régions des îles de Cebu et de Visayan, il y a des femmes qui vont en mer avec le mari pour donner un coup de main.

Aujourd'hui, le secteur de la pêche dans le pays est confronté à une crise qui s'aggrave et qui est liée à des questions de propriété et de contrôle des ressources côtières. Le problème fondamental c'est le régime de libre accès. Les gros opérateurs (investisseurs du secteur commercial et de l'aquaculture), profitant de la faiblesse des moyens de contrôle et de contrainte en matière de réglementation, se rendent maîtres des ressources côtières.

Les opérateurs de la pêche commerciale ont surexploité la plupart des zones proches du rivage, et dans le même temps les opérateurs de l'aquaculture étendent leur emprise sur le littoral et la mer intérieure, détruisant de vastes étendues de mangroves pour installer leurs bassins. Ce faisant, ils ont chassé les pêcheurs artisans (dont beaucoup de femmes) de leurs lieux de cueillette ou de capture traditionnels.

La libéralisation croissante du commerce international du poisson constitue aussi un sérieux problème. Les tarifs douaniers ont été réduits au minimum afin de pouvoir gagner des marchés, sans se préoccuper de critères de bonne gestion pour les pêcheries et le secteur aquacole. La baisse des prix de la crevette sur le marché japonais et dans d'autres pays développés a permis au gouvernement Arroyo et à certains investisseurs locaux de développer l'élevage de la crevette blanche du Pacifique. Cela se fait sans qu'on établisse en même temps des règles et critères pour encadrer cette activité et atténuer ses coûts sociaux et environnementaux.

Le danger le plus sérieux auquel sont confrontées les pêcheries côtières et les communautés du littoral c'est sans doute la privatisation à grande vitesse du front de mer, un espace pourtant considéré comme inaliénable par la Constitution même des Philippines. Les investisseurs y sont à l'œuvre : reconversion des lieux, terrassements, constructions permanentes (jetées, hôtels, galeries marchandes, usines...) là où s'étendaient auparavant des mangroves. Citons comme exemple de la chose l'Aqua City de Bulacan et la Zone économique côtière de Masinloc.

Les femmes en général doivent assurer de multiples tâches. En plus de s'occuper des travaux ménagers et des enfants, elles complètent la production du mari en faisant un peu de pêche dans la mangrove, ce qui améliorera l'ordinaire de la famille. La disparition des mangroves au profit des sites aquacoles fait qu'il arrive moins de nourriture sur la table familiale. Ces femmes subissent donc plus intensément les effets de la dislocation/délocalisation économique et de



la dégradation de la ressource provoqués par l'aquaculture intensive.

Certaines constituent une nouvelle main-d'œuvre pour ce secteur. Il est fréquent que la femme aide le mari qui s'occupe d'un bassin. Le mari touche une petite part des bénéfices à la fin du cycle de production qui s'étend sur plusieurs mois ; la femme ne reçoit aucune forme de rémunération. Dans quelques rares régions, il y a de petits élevages qui aident à vivre des familles de pêcheurs. Dans ces cas, l'homme et la femme sont co-producteurs et les maigres profits sont considérés comme un revenu familial qui est géré par la femme.

Comme on l'a noté plus haut, le gros danger, depuis un certain nombre d'années, c'est la concentration des investissements commerciaux et industriels sur la côte : ils déracinent les communautés de pêcheurs et les forcent à déguerpir. Cette nouvelle forme de « développement agressif », comme on dit, alourdit encore le travail des femmes de la pêche qui doivent se battre pour leur famille en cette période de déstabilisation.

En 2002, pour faire face à l'aggravation de la crise, a été créé le Mouvement des gens de la pêche (Kilusang Mangingisda) qui regroupe 14 organisations nationales et régionales. Il cherche à obtenir plus d'équité dans les arrangements fonciers, une démarche participative dans une gouvernance responsable et une exploitation raisonnée des ressources halieutiques. Kilusang Mangingisda (KM) organise surtout des campagnes de plaidoyer et mène aussi des études sur les problèmes de la pêche.

Dès le début, les femmes se sont impliquées dans ses activités et celles des fédérations membres. On s'est d'abord demandé s'il fallait former un groupe séparé pour les femmes, et qui s'occuperait alors particulièrement des questions de genre. Elles ont finalement décidé de rester dans le KM mais

ont constitué un comité appelé Kababaihan sa Kilusang Mangingisda (Femmes du Mouvement des gens de la pêche). Kababaihan sa Kilusang Mangingisda (KKM) est arrivé en même temps que la déclaration de Banilad en septembre 2003. Cette déclaration exposait les points de vue du KM sur la situation des pêches aux Philippines et sur les menaces qui pèsent sur la pêche artisanale.

L'une des campagnes les plus significatives du KM a été une caravane militante se déplaçant sur 1 000 km pour bien montrer l'opposition des communautés de pêcheurs à la politique gouvernementale en matière d'aquaculture (Aquaculture pour le développement rural/ARD) et d'autres formes de développement agressif sur la côte. La caravane est passée par des régions de pêche et d'aquaculture sur Luzon, du nord au sud, s'arrêtant dans chaque localité importante afin de sensibiliser les pêcheurs artisans du coin aux répercussions fâcheuses des investissements commerciaux et industriels sur le littoral. A chaque réunion, il y avait une femme du KKM pour parler des problèmes de genre amplifiés par ce mode de développement. La campagne a été suivie d'un certain nombre d'actions directes (avec aussi des femmes du KKM), notamment le démontage de cages à poissons construites illégalement en dehors des zones prévues.

Cette coalition de gens de la pêche s'est aussi impliquée sur les questions de commerce et de subventions. Au niveau national, le KM a lancé une conférence sur la pêche artisanale en mai 2005 pour débattre des effets de la libéralisation du commerce du poisson dans le cadre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), de l'impact des subventions à la pêche sur la durabilité de la pêche artisanale. La conférence a constitué un forum pour les pêcheurs artisans philippins et les a aidés à définir leur position en faveur d'une pêche et d'un commerce durables. Le KKM a apporté la dimension de genre à cette position.

**“Ces femmes subissent donc plus intensément les effets de la dislocation/délocalisation économique et de la dégradation de la ressource provoqués par l'aquaculture intensive.”**

## FRANCE

**1993-1996** : Les femmes de la pêche ont participé activement au mouvement de grèves massives en formant des comités de survie pour aider les familles de pêcheurs en grève.

**1996** : Le Centre d'études et d'actions sociales maritimes (CEASM), qui est donc une organisation travaillant sur les aspects sociaux du secteur de la pêche, lance une action spécifique sur le thème des femmes de la pêche et collabore avec des femmes engagées dans les comités de survie. On demande que les textes de loi relatifs à la pêche, débattus au Parlement, reconnaissent la contribution des femmes à l'entreprise familiale.

**1997** : Une nouvelle loi sur la pêche reconnaît le travail invisible des femmes de la pêche en formulant le concept de conjointe collaboratrice.

**1998** : Au niveau national, deux fédérations de femmes se créent : FIFEL et 3FM, toutes deux centrées sur le problème de la contribution des femmes.

**1999** : Une réglementation définit les conditions d'application du statut de conjointe collaboratrice. Les femmes peuvent maintenant contribuer à titre individuel aux systèmes de retraite.

**2001** : La FIFEL, en collaboration avec le CEASM, prépare une liste qui décrit les diverses formes de l'apport des femmes aux entreprises de pêche et de culture de coquillages.

**2001-2007** : Les organisations nationales de femmes négocient avec les autorités françaises pour améliorer le contenu du statut de conjointe collaboratrice.

**2007** : Le statut de conjointe collaboratrice est accordé à toutes les femmes qui contribuent aux entreprises de pêche. Cependant, d'autres revendications des organisations de femmes ne sont pas prises en compte.

## Dates

**Katia Frangoudes**  
(katia.frangoudes@univ-brest.fr), Facilitatrice d'AKTEA, Réseau des femmes de la pêche et des cultures marines en Europe

Au niveau régional, le KM a collaboré avec d'autres organisations de pêcheurs artisans dans le réseau SEAFish (Asie du Sud-Est-Poisson et Justice) qui défend les intérêts de groupements de gens de la pêche d'un certain nombre de pays (Indonésie, Thaïlande, Vietnam, Cambodge). Lors d'une conférence tenue à Jakarta en septembre 2005, les membres de SEAFish ont défini une position commune sur le commerce du poisson et les subventions à la pêche, qu'on a appelée par la suite Déclaration de Jakarta.

La Déclaration de Jakarta a réclamé un traitement différencié de la pêche artisanale sur la question de l'élimination des subventions. Elle affirme que les investissements publics (ou les subventions publiques) sont indispensables à un développement durable des pêches artisanales. Elle demande la suppression de la plupart des subventions à la pêche dans les pays développés car cela crée des distorsions dans les échanges et génère des surcapacités de capture et la surpêche.

La position de SEAFish exposée dans la Déclaration de Jakarta a été répercutée par les organisations membres dans leurs pays respectifs. Lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong en décembre 2005, des membres de SEAFish ont fait une communication devant les

représentants officiels de l'OMC. Ils ont également organisé un défilé fluvial sur place pour montrer de façon scénique les difficultés de la pêche artisanale dans le système de l'OMC.

Les activités internationales vont de pair avec l'action locale. Afin d'obtenir des financements pour des programmes de développement, des actions sur les problèmes de genre, pour des services sociaux, pour réinstaller des populations de pêcheurs déplacées, pour la transformation et la commercialisation, il faut solliciter l'Administration, faire pression sur le gouvernement.

Le KKM est parvenu à faire passer les problèmes de genre au premier plan au sein de la coalition du KM. Au niveau des villages, il cherche à sensibiliser les femmes de la pêche aux problèmes de l'heure en les incitant à s'organiser, à prendre conscience qu'elles peuvent non seulement s'occuper des tâches domestiques mais aussi apporter pleinement leur contribution dans la sphère économique et sociale.

La revendication des droits de chaque femme commence au sein du village. Des organisations de femmes se sont donc créées dans les localités concernées, et cela s'avère très utile pour ces personnes. ❏

## Yemaya au fil des ans

Cet article explore le rôle et le sens du bulletin *Yemaya* qui essaie d'élargir l'espace disponible pour sensibiliser les gens aux problèmes et aux luttes des femmes de la pêche

Harini Kumar (icsf@icsf.net), chargée de programme à l'ICSF

Au fil des ans, *Yemaya* a publié des articles venant de tous les coins du monde sur les combats de femmes de la pêche, leurs



initiatives, leurs efforts pour s'organiser et créer leur propre espace.

Pour faire connaître le point de vue des femmes, on a eu recours à des entretiens directs, à des contributions écrites souvent par ces femmes elles-mêmes. *Yemaya* est fait de ces récits où les femmes expriment avec force dans ce nouvel espace leur vécu, leurs opinions. Il y a là des personnes qui ont beaucoup apporté à leur communautés, lancé des réseaux de solidarité, des groupes communautaires, des associations, des fédérations afin de défendre leurs droits et les intérêts des communautés.

L'un des tout premiers articles concernait une femme courageuse, Lourdinha Rodrigues, de la *colônia* de Ponte de Pedras Goiana à Recife, dans le nord-est de l'Etat de Pernambuco, Brésil. Elle cherchait à donner une voix aux travailleuses de la pêche, à les aider à découvrir leur propre identité dans un système qui ne reconnaissait pas la valeur de leur travail. Lourdinha soutenait ses compagnes pour qu'elles mettent sur pied leur propre organisation nationale, qu'elles surmontent la résistance de leur famille et des autres femmes. *Yemaya* a également publié des témoignages personnels de femmes en lutte pour les droits fondamentaux des femmes de la pêche : protection sociale, maternelle et infantile, allocations chômage, etc.

Au fil des ans, *Yemaya* a décrit les principaux problèmes évoqués par ces femmes. Il a été évidemment question de la mondialisation. Pour certaines, ce processus a ouvert de nouvelles possibilités mais a déstabilisé l'indépendance économique de beaucoup d'autres : nourrir la famille est devenu une tâche encore plus ardue. Un article sur la Conférence des gens de la pêche en Asie (2002) expose la façon dont les participants voyaient la mondialisation et ses conséquences : chute des revenus, perte de moyens d'existence, perte des lieux de pêche, perte de droits d'accès divers, disparition des systèmes de connaissances traditionnels...

Comme les femmes sont souvent sur le rivage ou juste en arrière (dans la mangrove, un estuaire), elles sont les premières touchées quand survient une catastrophe, naturelle ou provoquée par l'homme, quand cet espace subit des dégradations. C'est le cas lorsqu'on détruit les mangroves pour installer des élevages de crevettes. Elles sont les premières touchées par l'emprise croissante des établissements touristiques sur le front de mer, des installations industrielles. Tout cela entraîne des déséquilibres écologiques, réduit l'accès au rivage. Un article décrit les effets de l'un des tout premiers et des plus grands parcs de loisirs de l'Inde sur les familles de pêcheurs vivant dans le secteur : dégradation de la mangrove, pollution des ressources côtières, destruction de bateaux et de filets dans les criques voisines... Il y a aussi un article qui parle de l'impact d'une mine d'or : le rejet de tonnes de détritiques dans la mer pollue les eaux, détruisait les récifs coralliens, et donc les seuls moyens d'existence des communautés côtières. Il y est question d'une femme qui a souffert dans sa santé et son existence après avoir consommé du poisson contaminé par des produits chimiques toxiques.

*Yemaya* a également publié des articles décrivant les conditions de travail difficiles des ouvrières d'usines de transformation en divers endroits du monde : Chili, Inde, Pakistan, Canada.

Du fait de cet environnement dur, du manque d'hygiène, du non respect de la réglementation, beaucoup d'entre elles souffrent de certaines pathologies. A Terre-Neuve et Labrador, l'asthme dû au crabe des neiges est fréquent.

Certains articles traitent des revendications de femmes de la pêche pour obtenir une législation favorable. En France, par exemple, la loi sur la pêche maritime et les cultures marines de novembre 1997 a été adoptée en partie grâce à l'action des femmes de pêcheurs bretons lors de la crise qui frappait ce secteur. Elles avaient réclamé le statut de conjointe collaboratrice qui donne maintenant accès à des droits à pension, des droits professionnels, des formations.

*Yemaya* a souvent parlé de mouvements et réseaux de femmes de la pêche, de leur participation aux organismes professionnels. Citons quelques-uns : la CONAPACH (Confédération nationale des pêcheurs artisans du Chili), une importante structure qui a une section féminine depuis 1998, le CNPS (Collectif national des pêcheurs artisans du Sénégal), le Réseau des communautés côtières de Nouvelle-Écosse au Canada, la KWFDA (Association des femmes de Katosi pour la pêche et le développement) en Ouganda, sur le Lac Victoria. Il y a aussi eu des articles sur des femmes affiliées à des unions syndicales, par exemple la KSMTF (Fédération autonome des travailleurs de la pêche du Kerala).

*Yemaya* a favorisé un partage de points de vue et d'expériences entre femmes de la pêche à travers le monde. Le bulletin a fait usage de toutes formes d'informations : articles savants, tranches de vie, présentation de livres et de films intéressants, par exemple *Le Cauchemar de Darwin*, sur la perche du Nil. *Yemaya* s'est efforcé de faire connaître les luttes, les aspirations, les initiatives des femmes de la pêche pour de meilleures conditions de vie pour elles-mêmes et leurs communautés. Et ce sera encore la ligne de conduite du bulletin pour les temps à venir. ❏

**Entretien avec Maria Cristina Maneschky, professeur à l'Université fédérale du Para, Brésil, membre de l'ICSF**

**Harini Kumar** (icsf@icsf.net), chargée de programme à l'ICSF

### Quels sont les principaux problèmes des femmes de la pêche au Brésil ?

Le Brésil est un grand pays, et les problèmes varient souvent d'une région à l'autre. Mais en général la principale difficulté pour elles c'est de se faire reconnaître en tant que telles dans la communauté, en tant que femmes de pêcheurs. Elles n'ont pas assez de services publics à leur disposition, pas assez d'accès à la ressource, pas assez de possibilités. Parfois, même si elles ont des qualifications suffisantes, elles ont du mal à avoir accès à la ressource puis aux marchés.

### Est-ce qu'elles sont organisées ?

Oui, bien sûr ! Il leur arrive même d'avoir leurs propres groupements. Elles essaient souvent d'entrer dans un syndicat, d'être des membres inscrits. Elles essaient surtout de disposer d'un forum approprié pour exposer leurs points de vue, notamment en matière de politiques et de droits pour les communautés de pêcheurs.

### Quels sont les changements importants survenus au cours des deux dernières décennies pour les femmes de la pêche ?

Il y a actuellement une organisation indépendante appelée « Articulation nationale des femmes de la pêche au Brésil ». Cette organisation est plus forte dans les Etats du Nord-Est mais elle a aussi de bons contacts dans le Sud. L'objectif de ce collectif est de faciliter les débats, l'échange d'idées entre les femmes de la pêche, d'organiser ces femmes pour qu'on entende leur voix. Au cours de la dernière décennie, dans certains endroits des Etats côtiers, on a créé des aires marines protégées. Les communautés locales sont consultées. Il faut que les femmes participent aux structures gestionnaires afin de peser sur les décisions et trouver des solutions aux difficultés des communautés. ❏

Salut ! Je suis la nouvelle dans la famille *Yemaya*. Vous me retrouverez bientôt !





LIVRE

# Femmes Mukkuvar

*Genre, Hégémonie et Transformation capitaliste dans une communauté de pêcheurs du sud de l'Inde, de Kalpana Ram. Volume I de la Série Femmes d'Asie, publié pour l'Association des études asiatiques d'Australie par Allen et Unwin, Zed Press, et par Kali Press for Women, New Delhi, 1992*

Ce résumé est fait à partir d'informations tirées du site [http://www.anth.mq.edu.au/staff/staff\\_kram\\_research.html](http://www.anth.mq.edu.au/staff/staff_kram_research.html)

Sélectionné dans la liste annuelle 1993 des Livres universitaires remarquables de Choice (la publication de l'Association des bibliothèques universitaires des Etats-Unis), Femmes Mukkuvar est le produit de travaux de terrain effectués par Kalpana Ram en vue d'une thèse de doctorat. Les Mukkuvar sont une communauté de pêcheurs catholiques installée sur la côte ouest du sud de l'Inde. Sur le thème du développement comme vecteur d'exclusion



ou d'inclusion des femmes et des groupes minoritaires en Inde, cet ouvrage fait date.

Les travaux universitaires occidentaux traitant des castes et de l'Hindouisme semblent considérer que ces cadres de pensée veulent dire la même chose pour tous les groupes sociaux du pays. Ce livre remet en cause ces perceptions du point de vue de l'un des nombreux groupes qui sont exclus des conceptions dominantes. Kalpana Ram analyse les ambiguïtés et la complexité des aspects de castes, de religion, de classe, de genre chez les Mukkuvar.

Ces villages côtiers ont été façonnés par des facteurs particuliers : la colonisation par des Jésuites portugais, la pêche, une répartition inhabituelle du travail selon le sexe. Les jeux de pouvoirs au sein des villages sont redéfinis sous l'influence de la place actuellement occupée par le secteur de la pêche dans l'ordre économique mondial. C'est dans ce contexte que Kalpana Ram retrace la participation des femmes et des hommes Mukkuvar à la construction d'une culture qu'on a du mal à classer comme catholique ou hindoue, paysanne ou prolétarienne.

Cette enquête retrace l'érosion de la capacité des femmes des communautés de pêcheurs à obtenir pour elles-mêmes une situation meilleure que la norme habituelle dans la société de castes de l'Inde, même lorsque les hommes participent à une mobilité accrue, à de nouvelles formes de travail.

Ce faisant, l'auteur traite de nombreux aspects : genre et migration, expansion du capitalisme, culte religieux, médecine, état d'esprit des minorités. Ces sujets sont passés à travers divers cribles critiques. Au cours de son analyse, Kalpana Ram utilise une méthodologie marxiste, féministe et anthropologique et en explore les angles morts. ❖

« Parler des Mukkuvar, c'est parler de ce qui diffère »



PUBLIÉ PAR  
Chandrika Sharma pour  
Collectif international d'appui  
aux travailleurs de la pêche

27 College Road  
Chennai 600 006, Inde  
tél : (91) 44 2827 5303  
fax : (91) 44 2825 4457  
courriel : [icsf@icsf.net](mailto:icsf@icsf.net)  
site Internet : [www.icsf.net](http://www.icsf.net)

PRÉPARÉ PAR  
Nilanjana Biswas  
ILLUSTRATIONS DE  
Sandesh  
([sandeshcartoonist@gmail.com](mailto:sandeshcartoonist@gmail.com))

MISE EN PAGE  
P. Sivasakthivel

IMPRIMÉ PAR  
Nagaraj & Company Pvt. Ltd.,  
Chennai

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur des questions qui concernent directement les femmes et les hommes du monde de la pêche, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des « tranches de vie » racontant les efforts de femmes et d'hommes qui militent pour une pêche durable

et pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi le nom de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.